

Le chômeur visé à l'alinéa 1er reste soumis aux dispositions des articles 131, 133, 143 et 153. Le chômeur qui ne respecte pas les dispositions des articles 131 ou 133 ou dont l'état de chômage se prolonge ou se renouvelle anormalement, perd la qualité de bénéficiaire. Il ne peut acquérir à nouveau cette qualité que s'il remplit les conditions, selon le cas, soit de l'article 136, § 2, soit de l'article 143, § 3, alinéas 2 et 3. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mai 1983.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 12 avril 1983.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

F. 83 — 731

12 AVRIL 1983. — Arrêté royal modifiant l'article 124 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier et 10 octobre 1967, l'arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978 et la loi du 24 décembre 1979;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, notamment l'article 124, modifié par les arrêtés royaux des 3 octobre 1968, 29 janvier 1974, 22 novembre 1976, 24 décembre 1980, 30 mars et 7 juin 1982;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 31 mars 1983;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951.

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961.

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963.

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967.

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967.

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978.

Loi du 24 décembre 1979, *Moniteur belge* du 28 décembre 1979.

Arrêté royal du 20 décembre 1963, *Moniteur belge* du 18 janvier 1964.

Arrêté royal du 3 octobre 1968, *Moniteur belge* du 3 octobre 1968.

Arrêté royal du 29 janvier 1974, *Moniteur belge* du 27 mars 1974.

Arrêté royal du 22 novembre 1976, *Moniteur belge* du 17 décembre 1976.

Arrêté royal du 24 décembre 1980, *Moniteur belge* du 31 décembre 1980.

Arrêté royal du 30 mars 1982, *Moniteur belge* du 1er avril 1982.

Arrêté royal du 7 juin 1982, *Moniteur belge* du 24 juin 1982.

De in het eerste lid bedoelde werkloze blijft onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 131, 133, 143 en 153. De werkloze die niet voldoet aan de bepalingen van de artikelen 131 of 133, of wiens werkloosheid op abnormale wijze aanhoudt of terugkeert, verliest de hoedanigheid van gerechtigde. Hij kan die hoedanigheid slechts terugwinnen mits te voldoen aan de voorwaarden, naargelang het geval, hetzij van artikel 136, § 2, hetzij van artikel 143, § 3, tweede en derde lid. »

Art. 2 Dit besluit treedt in werking op 1 mei 1983.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 12 april 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

N. 83 — 731

12 APRIL 1983. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 124 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari en 10 oktober 1967, het koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978 en de wet van 24 december 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963, betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, inzonderheid op artikel 124, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 oktober 1968, 29 januari 1974, 22 november 1976, 24 december 1980, 30 maart en 7 juni 1982;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 31 maart 1983;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951.

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961.

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963.

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967.

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967.

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978.

Wet van 24 december 1979, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 1979.

Koninklijk besluit van 20 december 1963, *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1964.

Koninklijk besluit van 3 oktober 1968, *Belgisch Staatsblad* van 8 oktober 1968.

Koninklijk besluit van 29 januari 1974, *Belgisch Staatsblad* van 27 maart 1974.

Koninklijk besluit van 22 november 1976, *Belgisch Staatsblad* van 17 december 1976.

Koninklijk besluit van 24 december 1980, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1980.

Koninklijk besluit van 30 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1982.

Koninklijk besluit van 7 juni 1982, *Belgisch Staatsblad* van 24 juni 1982.

Vu l'urgence;

Considérant que l'ampleur du chômage des jeunes impose de prendre sans retard des mesures qui leur permettent notamment de parfaire leurs connaissances à l'étranger ou de s'installer comme indépendants après leurs études, en prévoyant la conservation de leurs droits au bénéfice des allocations de chômage, s'ils introduisent avant leur 26e anniversaire une demande d'allocations de chômage;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 124 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, modifié par les arrêtés royaux des 3 octobre 1968, 29 janvier 1974, 22 novembre 1976, 24 décembre 1980, 30 mars et 7 juin 1982, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 124. Les jeunes travailleurs, chefs de ménage, visés à l'article 160, § 1er, 1°, qui ont terminé leurs études ou un apprentissage, peuvent être admis au bénéfice des allocations de chômage à la condition :

1° qu'ils aient soit terminé des études de plein exercice du cycle secondaire supérieur ou du cycle secondaire inférieur de formation technique ou professionnelle dans un établissement organisé, reconnu ou subventionné par l'Etat, soit obtenu un diplôme ou un certificat de fin d'études devant le jury central, soit terminé un apprentissage effectué en exécution d'un contrat d'apprentissage conclu sous les auspices d'un secrétariat d'apprentissage ou dans un centre, un établissement ou une entreprise agréés à cette fin par le Comité de gestion;

2° qu'ils ne suivent plus d'études de plein exercice, parce que toutes les activités imposées par le programme d'étude sont terminées, ou parce qu'ils y ont eux-mêmes mis fin et qu'ils n'accomplissent plus d'apprentissage au sens du 1°;

3° qu'ils aient, après la fin des études ou d'un apprentissage visés au 1° et 2° ou après l'obtention d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études devant le jury central et avant leur demande d'admission, pendant 150 jours ouvrables au moins ou, s'ils n'ont pas atteint l'âge de 18 ans au moment de la demande, pendant 75 jours ouvrables au moins, soit travaillé comme salariés, soit été inscrits comme demandeurs d'emploi. En outre, ils ne peuvent pas avoir refusé un emploi convenable;

4° qu'ils n'aient pas atteint l'âge de 26 ans lors de leur demande d'admission, à moins qu'ils n'aient pas été en mesure de travailler en qualité de salarié ou de se faire inscrire comme demandeur d'emploi en temps utile, du fait de leur appel ou rappel sous les drapeaux, d'un service accompli en qualité d'objecteur de conscience ou pour des motifs de force majeure ayant interrompu les études, auxquels cas cette limite d'âge est reportée à l'âge atteint six mois après la fin de cet appel ou rappel, de ce service, ou des études interrompues pour des motifs de force majeure.

La période de travail salarié ou d'inscription comme demandeur d'emploi visée à l'alinéa 1er, 3°, est prolongée de la durée du contrat d'occupation d'étudiants exécuté pendant les mois de juillet, août ou septembre lorsque l'étudiant est soustrait pendant cette occupation à l'application de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Pour l'application du présent article est seul considéré comme travail salarié le travail qui satisfait aux conditions prévues aux articles 121 et 125.

Pour l'application du présent article, les vacances prises entre deux années d'études successives sont assimilées à une période d'étude.

Art. 2. Les dispositions de l'article 1er ne sont d'application qu'aux jeunes travailleurs qui ont terminé leurs études ou leur apprentissage ininterrompu ou qui ont obtenu leur diplôme ou certificat de fin d'études après le 31 mai 1983.

Pour l'application de l'alinéa 1er, la période d'appel ou de rappel sous les drapeaux, du service accompli en qualité d'objecteur de conscience ou d'interruption des études pour des motifs de force majeure, n'est pas considérée comme interruption.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de hoge werkloosheid van de jongeren ertoe dwingt onverwijld maatregelen te nemen die hen ondermeer toelaten zich na hun studies te vervolgen in het buitenland of zich als zelfstandige te vestigen, door het behoud te voorzien van hun recht op werkloosheidsuitkeringen, indien zij vóór hun 26e verjaardag een aanvraag om werkloosheidsuitkeringen indienen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 124 van het koninklijk besluit van 20 december 1963, betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 oktober 1968, 29 januari 1974, 22 november 1976, 24 december 1980, 30 maart en 7 juni 1982, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 124. Jonge werknemers, gezinshoofden bedoeld bij artikel 160, § 1, 1°, die hun studies of een leertijd beëindigd hebben, zijn gerechtigd op werkloosheidsuitkering op voorwaarde dat :

1° zij, ofwel studies met een volledig leerplan van de hogere secundaire cyclus of van de lagere secundaire cyclus met technische of beroepsvorming hebben beëindigd in een onderwijsinstelling die door de Staat is opgericht, erkend of gesubsidieerd ofwel een eindexamen of een-getuigschrift behaald hebben voor de centrale examencommissie, ofwel een leertijd hebben beëindigd, verricht ter uitvoering van een leerovereenkomst gesloten door bemiddeling van een leersecretariaat of in een daartoe door het beheerscomité erkend centrum, instelling of onderneming;

2° zij geen studies met volledig leerplan meer volgen, omdat alle activiteiten opgelegd door het studieprogramma beëindigd zijn, of omdat zij er zelf een einde aan gesteld hebben en dat zij geen andere leertijd in de zin van 1° meer doormaken;

3° zij na de beëindiging van de studies of van de leertijd bedoeld in 1° en 2° of na het behalen van een eindexamen of een -getuigschrift voor de centrale examencommissie en voor hun aanvraag om uitkering, gedurende tenminste 150 werkdagen of, indien zij de leeftijd van 18 jaar niet hebben bereikt op het ogenblik van hun aanvraag, gedurende tenminste 75 werkdagen, ofwel arbeid in loondienst hebben verricht, ofwel ingeschreven geweest zijn als werkzoekende. Bovendien mogen zij geen passende dienstbetrekking geweigerd hebben;

4° zij de leeftijd van 26 jaar niet hebben bereikt op het ogenblik van hun aanvraag om uitkering, tenzij zij niet in de mogelijkheid waren om als loontrekkende te arbeiden of zich te gelegener tijd als werkzoekende te laten inschrijven wegens hun oproeping of wederoproeping onder de wapens of een dienst vervuld als gewetensbezwaarde of om reden van overmacht, die de onderbreking van hun studies ten gevolge had, in welke gevallen deze grens wordt gebracht op de leeftijd die zij bereiken zes maanden na het einde van die oproeping of wederoproeping of van die dienst of van de studies onderbroken om reden van overmacht.

De in het eerste lid, 3°, bedoelde periode van arbeid in loondienst of inschrijving als werkzoekende wordt verlengd met de duur van de overeenkomst voor tewerkstelling van studenten uitgevoerd gedurende de maanden juni, augustus of september wanneer de student tijdens die tewerkstelling onttrokken is aan de toepassing van de wet van 27 juni 1969, tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944, betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Voor de toepassing van dit artikel komt als arbeid in loondienst alleen in aanmerking die arbeid die beantwoordt aan de vereisten van de artikelen 121 en 125.

Voor de toepassing van dit artikel wordt de vakantie tussen twee opeenvolgende studie jaren gelijkgesteld met het volgen van studies.

Art. 2. De bepalingen van artikel 1 zijn slechts van toepassing op de jonge werknemers die hun ononderbroken studies of ononderbroken leertijd beëindigd of hun eindexamen of -getuigschrift behaald hebben na 31 mei 1983.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt de periode van oproeping of wederoproeping onder de wapens, van dienst als gewetensbezwaarde of van onderbreking van de studies om reden van overmacht, niet als onderbreking beschouwd.

Les dispositions de l'article 124 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage qui sont d'application le 31 mai 1983, restent d'application pour les jeunes travailleurs qui ne satisfont pas à la disposition de l'alinéa 1er.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juin 1983.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 12 avril 1983.

BAUDOUIIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

F. 83 — 732

12 AVRIL 1983. — Arrêté royal fixant, pour l'année 1983, le montant, les modalités et les délais de paiement des cotisations dues par les employeurs au Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises (1)

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, notamment les articles 15, alinéa 1er, et 16, modifié par la loi du 28 juillet 1971;

Vu la loi du 30 juin 1967 portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, notamment l'article 10, modifié par la loi du 28 juillet 1971;

Vu l'avis du comité de gestion du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises;

Vu l'avis du Conseil national du Travail;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de publier d'urgence l'arrêté royal fixant les cotisations dues pour 1983 au Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises afin de permettre à l'Office national de Sécurité sociale de percevoir ces cotisations au cours du deuxième trimestre 1983;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les cotisations prévues par les lois du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises et 30 juin 1967 portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises sont fixées pour l'année 1983 aux taux déterminés par le présent arrêté.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 28 juin 1966, *Moniteur belge* du 2 juillet 1966.

Loi du 30 juin 1967, *Moniteur belge* du 13 juillet 1967.

Loi du 28 juillet 1971, *Moniteur belge* du 21 août 1971.

De bepalingen van artikel 124 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid die van toepassing waren op 31 mei 1983, blijven van toepassing op de jonge werknemers die niet voldoen aan de bepaling van het eerste lid.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1983.

Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 12 april 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

N. 83 — 732

12 APRIL 1983. — Koninklijk besluit tot vaststelling, voor het jaar 1983, van het bedrag en de betalingsmodaliteiten en termijnen van de bijdragen verschuldigd door de werkgevers aan het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 15, eerste lid, en 16, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1971;

Gelet op de wet van 30 juni 1967 tot verruiming van de opdracht van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1971;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het koninklijk besluit tot vaststelling van de bijdragen voor het jaar 1983 verschuldigd aan het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers dringend moet worden bekendgemaakt om de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid toe te laten de bijdragen in de loop van het tweede trimester van 1983 te innen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bijdragen, bedoeld in de wetten van 28 juni 1966, betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen, en van 30 juni 1967 tot verruiming van de opdracht van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, worden voor het jaar 1983 bepaald op de in dit besluit vastgestelde bedragen.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 28 juni 1966, *Belgisch Staatsblad* van 2 juli 1966.

Wet van 30 juni 1967, *Belgisch Staatsblad* van 13 juli 1967.

Wet van 28 juli 1971, *Belgisch Staatsblad* van 21 augustus 1971.